

Avignon, le 19/01/2024

## **COMPTE RENDU DU CSAL DU 09/01/2024 ET DU 18/01/2024**

Ce CSAL avait pour objet « l'évolution » des emplois dans le cadre du PLF 2024 et l'examen des ponts naturels 2024.

Après la lecture des déclarations liminaires, le débat s'est engagé sur la désastreuse politique de réductions d'emplois que la DGFIP s'obstine à poursuivre.

### **Instance du 09/01/2024.**

#### **Point n°1 : les suppressions d'emplois.**

Il n'est pas dans nos habitudes de siéger aux instances qui traitent des suppressions d'emplois. En effet, il est hors de question pour Solidaires Finances Publiques de participer au massacre perpétré par la DGFIP.

L'objectif était de comprendre deux indicateurs majoritairement responsables des 12 emplois supprimés, soit - 1 Idiv, - 9 B et - 2 C.

Ces deux indicateurs sont le correctif charges et enjeux, et le correctif environnemental.

Le premier indicateur indique que notre département est théoriquement surdoté de 25 emplois !

Le deuxième indicateur dit qu'il en manque...

Mais au total, il faut, selon ces indicateurs, supprimer 11,5 postes !

Évidemment, de nombreuses missions, chronophages et coûteuses en emplois, ne sont pas prises en compte par ces indicateurs !

En clair, la DGFIP s'assied allègrement sur le service public et sur la santé mentale de ses agents !

Leur souffrance ? Rien à faire !

Leurs difficultés ? Il n'y a en pas, puisque les indicateurs nous disent que nous sommes trop nombreux !

Les marges de manœuvre du DDFIP ? Quasi nulles... Et ce qu'il peut défendre une année sera perdu l'année suivante...

Nous avons de nouveau demandé au DDFIP de se déplacer dans les services pour venir s'expliquer devant les agents.

Sa réponse : Niet ! Il a chargé chaque chef de service de le faire en son nom...

En réponse, nous lui avons signifié qu'il est très probable que s'il ne venait pas aux agents, les agents viendraient à lui...

Les organisations syndicales (OS) présentes ont bien sûr voté contre ce projet de suppressions d'emplois.

#### **Point n°2 : les ponts naturels.**

Deux possibilités sont offertes pour 2024 : le 10 mai et le 16 août.

En bonne logique du point n°1, nous pouvions penser que les deux ponts seraient proposés aux agents, vu que la DGFIP se contrefout du service public.

Surprise ! Au nom de la défense du service public (si, si!) le 10 mai ne sera pas chômé ! Et re-surprise, ce 10 mai a été proposé par certaines DDFIP !!

Pour Solidaires Finances Publiques, nous défendons le principe que les ponts naturels accordés par les DDFIP soient financés par des autorisations d'absence exceptionnelle et pas pris d'office sur les congés des agents, mais il est pitoyable que la DGFIP ne saisisse pas ces occasions, fort rares, de soulager ses agents en leur accordant des jours de repos que ces ponts naturels peuvent proposer.

Nous confirmons donc : la DGFIP se contrefout de ses agents !

Les OS présentes ont voté contre cette proposition de proposer le 16 août comme pont naturel.

## **QUESTIONS DIVERSES :**

Nous avons fait remarquer au DDFIP qu'aucune femme ne figurait sur les listes d'aptitudes de C en B et de B en A. Cette remarque ne vise évidemment pas à remettre en cause les mérites des lauréats (que nous félicitons au passage!), mais bien à souligner le fait qu'il y a peut-être là un sujet à creuser...

Vos élus qui ont siégé à ce CSAL :

**Arnaud BEAUJARD (SPFE VAUCLUSE)**

**Laurent DERBES (SIP SUD VAUCLUSE)**

**Delphine JORDA (SGC MONTEUX)**

**Benoît SAUTECOEUR (EDR)**

**Lucie DJELLAL (SIE AVIGNON)**

**Suite à cette instance, l'intersyndicale de la DDFIP a organisé des HMI afin de recueillir le sentiment des collègues.**

**Abattement, fatigue morale, souffrances quotidiennes... Le constat a été fait qu'il était temps de réagir collectivement !**

**Alors, ensemble, nous sommes venus nous exprimer lors de la reconvoction de ce CSAL, suite au vote unanime contre par les OS.**

## **Instance du 18/01/2024.**

Qui ne s'est pas tenue, mais qui s'est transformée en tribune ouverte entre les agents et le DDFIP. Nous l'avions prévenu que les agents viendraient lui demander des comptes, c'est ce qu'ils ont fait :

d'Avignon et d'ailleurs, sont venus des collègues des SGC, des SIP, des SIE, du SPFE du SDIF, du PRS, de Direction, de BDV, du PCR, du PCE...

Des motions ont été lues et des pétitions ont été remises au DDFIP.

Toutes et tous sont venus dire leur souffrance quotidienne, leur ras-le-bol, leur fatigue ou bien encore leur abattement moral.

**Partout, les agents n'arrivent plus à remplir correctement les missions qui leur sont confiées.**

**Partout le manque d'agents est criant.**

**Partout les agents essaient de faire face pour remplir leur devoir de service public auquel ils croient encore malgré tout.**

**Soyons clairs : le bateau DGFIP est encore à flot grâce aux agents, et grâce aux agents seulement !**

Le DDFIP n'a pu que constater les dégâts et avouer qu'il ne peut rien faire, et pour cause... Depuis des décennies, la DGFIP est sommée de couper dans ses effectifs et elle n'entend pas s'arrêter dans son élan.

De plus, elle persiste à ne pas tenir compte de la souffrance de ses agents et de la demande de plus en plus forte de nos concitoyens d'avoir un service public de qualité et de proximité.

**Les agents, en responsabilité, ont alerté le DDFIP des conséquences désastreuses engendrées par ce choix politique d'abandonner la DGFIP.**

**Ils ont rappelé le rôle central de notre Administration dans la politique de l'État.**

**Ils ont dénoncé l'abandon de missions essentielles comme le recouvrement et le contrôle fiscal de premier niveau.**

**Ils ont prouvé leur attachement au service public que doit rendre la DGFIP.**

L'intersyndicale de la DDFIP du Vaucluse se battra avec les agents pour que tous les services de notre Département soient pourvus en emplois d'agents du service public, sous statut et non par des intérimaires contractuels sous payés !

Les agents sont une ressource pour la DGFIP, pas un coût !

Nous rappellerons au DDFIP que sa loyauté ne doit pas s'adresser qu'à sa hiérarchie !

Au plan local, C'est lui le responsable, ne l'oublions jamais !

**Alors nous vous appelons, toutes et tous, à dresser le bilan réel de vos services afin de sommer la Direction à réagir pour nous protéger !**

**Si la Direction ne fait rien, alors nous saisirons toutes les voies légales pour que cette situation de mise en souffrance et en danger des agents cesse !**

**Haut les cœurs !**